

Bulletin d'histoire politique

Éditorial

Robert Comeau et Gordon Lefebvre



Volume 5, numéro 2, hiver 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063598ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063598ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Comeau, R. & Lefebvre, G. (1997). Éditorial. *Bulletin d'histoire politique*, 5(2), 5-10. <https://doi.org/10.7202/1063598ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les anglophones du Québec à l'heure du plan B

« Deux obstacles s'opposent à qui veut décrire n'importe quel peuple à n'importe quel moment de son histoire.

« Le premier est la difficulté de faire connaître ce qui est évident vu du dehors, mais demeure inaperçu du dedans; ce qui saute aux yeux de l'observateur étranger, mais reste étranger à l'indigène.

« Le second est la difficulté de faire connaître ce qui est évident vu du dedans, mais demeure inaperçu du dehors; ce qui pour l'indigène va de soi, tout en étant, pour l'étranger, nouveau et inattendu au point de sembler presque incroyable.

« Chaque nation possède, aux yeux de l'étranger, des caractéristiques manifestes, mais qu'elle-même est à cent lieues de soupçonner; par contre, chacune est tellement familiarisée avec certaines de ses qualités spécifiques qu'elle les croit universelles, évidentes et qu'elle ne leur accorderait pas l'honneur d'une mention; ce qui fait que l'étranger n'en entend jamais parler. Dans un cas comme dans l'autre, le lecteur d'une "description complète" est choqué et reste incrédule: l'indigène ne peut croire que l'image qu'il s'est faite de lui-même soit inexacte; l'étranger ne peut admettre que l'image communément reçue soit défigurée. Ajoutez à ces difficultés une troisième, qui est propre celle-là, à notre temps: le danger de heurter nos patriotismes modernes exacerbés. »

Hilaire Belloc (1)

•••

« [...] Quant aux anglophones, le désarroi est manifeste depuis le référendum ; la tranquille assurance du majoritaire a fait place aux dérapages émotifs propres au minoritaire. À l'exemple des autres minorités, les anglophones au Québec ont peur de perdre leurs acquis, ce qui

explique l'adhésion croissante à un scénario apocalyptique : dans un Québec indépendant, le gouvernement fermera leurs institutions, bannira leur langue, ainsi de suite. « Ils n'ont jamais accepté d'être une minorité au Québec », constate l'anthropologue (Eric Schwimmer). (Louis Lafrance, entretien avec Eric Schwimmer, *Le Devoir*, 13 janvier 1997, B-1).



À l'heure du plan B

Dans *Le Monde diplomatique*, Bernard Cassen (2) résume en ces termes la situation postréférendaire: « L'impasse est devenue totale, chacun des protagonistes n'ayant aucune marge de manoeuvre: le Québec ne peut pas sortir du Canada sans un nouveau référendum, et M. Chrétien (...) est dans l'incapacité de lui donner des raisons de courir ce que René Lévesque avait appelé "le beau risque", c'est-à-dire un fédéralisme profondément renouvelé. Chacun place donc par avance ses pions sur un échiquier virtuel, celui qui se dessinera lorsque viendra l'inéluctable heure de vérité: M. Bouchard s'efforce, sans aucun succès à ce jour, de donner des gages aux Anglo-Québécois pour tenter d'en rallier certains le jour venu. À Ottawa, au contraire, on pratique la politique de la terre brûlée: il s'agit, avec le "plan B", de démontrer que l'accession à la souveraineté ne sera pas une partie de plaisir. » Dans son laconisme, le plan B, c'est la preuve du pire, l'image des mesures que l'État canadien prendrait pour leur « faire mal », si les Québécois optaient pour l'indépendance. C'est dans ce contexte que le présent numéro a été pensé.

L'autisme canadien

Six jours après la mort de Gaston Miron, dans sa chronique hebdomadaire (*The Gazette*, 20 décembre 1996), William Johnson (3) fustige le poète à qui l'on fait des funérailles nationales et assimile sa pensée à la réaction et au tribalisme. Les mots qu'il a pour Miron sont des injures à sa mémoire. Le Miron qu'il dénigre ne ressemble en rien à celui que Pierre Vadeboncoeur (4) décrivait comme un homme sans haine: « Il discute âprement les positions politiques qu'il ne partage pas, mais (ce qui m'a toujours étonné) c'est avec une très grande modération qu'il mentionne ceux qui les tiennent. » Chez Miron, en effet, la discussion était plus un moyen d'éprouver ses idées qu'un moyen de les défendre. Or, cette retenue avec les adversaires n'est pas l'apanage de William Johnson. Déjà, dans *Anglophobie made*

in Québec (5), il dépeignait Miron comme la réincarnation du chanoine Lionel Groulx. Dans un chapitre intitulé Le retour de Jules de Lantagnac, il sonne la charge: « Une vague d'ultra-conservatisme a déferlé sur l'élite intellectuelle du Québec à partir des années soixante et, surtout, pendant les années soixante-dix. Le chanoine Lionel Groulx est revenu sur Terre et a repris sa prédication. Il s'est donné un nom de plume: Gaston Miron, poète et éditeur. L'appel de la race, sans être nommé, est devenu la bible, le texte de métaphysique et le programme politique des ultra-conservateurs. »

À la même époque, il qualifiait de littérature haineuse le livre de Josée Legault, *L'invention d'une minorité: les Anglo-Québécois*. Dans sa « réponse à William Johnson », Josée Legault (6) résumait en ces termes la réaction de nombreux anglophones: « Le livre est une manifestation d'anglophobie et propage la haine contre les Anglo-Québécois. Il n'est pas nécessaire de discuter ou de débattre d'aucune des questions qui y sont soulevées. Il en résulte une attaque énergique, non contre le contenu du livre, mais contre les "intentions" et la crédibilité de l'auteure. » Devant cette attitude de fermeture à l'autre, on peut se demander si les chroniqueurs comme William Johnson ne souffrent pas d'une variété d'autisme canadien, où se mêle à la rage d'être justifié une sorte de satisfaction inavouée d'avoir enfin raison, une sorte de conjuration avec toutes les modalités de l'exorcisme.

Pour clarifier les enjeux du débat, nous avons demandé à nos collaborateurs d'examiner la situation sous des angles variés: démographique, linguistique, électoral, politique. À quoi s'ajoute le témoignage de trois anglophones qui ne font pas partie des « accomodants » ou des « indomptables », selon la typologie développée par William Tetley (7), mais des « complices », terme qui convient à ces anglophones qui ont choisi d'être pleinement Québécois: un chroniqueur souverainiste, Edward Bantey; un ex-candidat péquiste, enseignant et historien, Kevin Henley; et un francophile devenu Québécois après avoir tourné le dos aux États-Unis, Robert Dôle.

La recherche à la remorque des politiques

Charles Castonguay s'élève contre l'absence d'une perspective d'ensemble sur l'évolution de la situation linguistique depuis 1980 et contre le gommage d'informations indiquant une stagnation des positions du français. « Le retour du Parti québécois au pouvoir aurait dû permettre la mise en évidence des faits escamotés par l'administration précédente. » Au contraire, constate-t-il, nous assistons à un alignement de Québec sur Ottawa. Il découvre

dans le *Bilan de la situation de la langue française au Québec*, paru au printemps 1996, un « indicateur euphorisant du poids des francophones de langue d'usage public », qui présente une image faussement sécurisante de l'état de la langue et de la démographie des francophones, cependant que Lucien Bouchard propose une politique hésitante, fondée sur les bons sentiments et confiée à la navigation aux instruments. La confusion règne: on ne sait plus si c'est la nation qui se dépeuple ou le peuple qui se dénationalise. En insistant seulement sur l'insécurité des francophones pour la survie de leur langue, Lucien Bouchard « évite de faire allusion à la survie de leur communauté », alors qu'il s'inquiète de celle des anglophones.

La polarisation linguistique du vote

Pour comprendre le comportement électoral des anglophones, il convient d'aller chercher assez loin dans le passé les données électorales qui illustrent la continuité de la polarisation linguistique. C'est ce qu'entreprend Pierre Drouilly à travers les résultats de cinq consultations cruciales depuis le début du siècle: 1917, 1942, 1980, 1992 et 1995. « Lorsque le vote nationaliste s'exprime très majoritairement parmi les francophones, il fait apparaître par contraste l'appui presque unanime des minorités anglophones et allophones aux options ou aux partis fédéralistes aux moments forts de la crise nationale permanente qui divise le Canada. » Malgré les bouleversements qu'a connus le XXe siècle, conclut-il, la continuité du comportement électoral non francophone frappe par sa constance à s'opposer à l'émergence d'une société française souveraine en Amérique du Nord.

L'anglicisation pancanadienne

Dans son étude, le démographe Michel Paillé compare le sort de la communauté anglophone du Québec à celui des minorités francophones du Canada anglais sous l'angle de la mobilité linguistique et des migrations internes. Si les deux groupes linguistiques comparés ici sont perdants d'un point de vue démographique, les deux facteurs considérés dans cette étude comparée ne sont pas de même nature: « les pertes migratoires des Anglo-Québécois en faveur du reste du Canada n'enlèvent rien à la majorité anglophone de tout le pays. Par contre, tout francophone qui s'anglicise représente une perte absolue pour la minorité francophone du Canada, sans compter qu'elle se traduit par un gain pour le Canada anglais. »

Stabilisation de l'effectif anglophone au Québec

La question fondamentale pour l'avenir démographique du groupe anglophone, constate Marc Termote, est de savoir si la mobilité linguistique permet de compenser les pertes migratoires et la sous-fécondité. Selon lui, le groupe anglophone du Québec se trouve dans une situation pour le moins fragile: il lui faut maintenir le fort pouvoir d'attraction que sa langue exerce sur les autres groupes linguistiques s'il ne veut pas connaître la décroissance de son effectif.

Termote a élaboré un scénario dans lequel il prévoit une stabilisation de cet effectif au cours des décennies 1991-2011, et peut connaître même une très légère augmentation à condition que les conditions actuelles se maintiennent. « Les prévisions démographiques sont en général relativement solides, parce qu'elles sont basées sur des tendances lourdes (...), cependant, ajoutet-il, dans le cas des anglophones du Québec, leur sensibilité aux conditions politiques rend toute prévision beaucoup plus fragile. »

Le mouvement partitionniste

Notre coup de sonde ne serait pas complet sans une mise à jour de la littérature partitionniste et sans la description des courants de pensée qui animent le Canada anglais, ce que nous offre la chronique de Claude G. Charron. La menace de partitionner le Québec constitue un élément central dans la guerre psychologique menée par les partisans du plan B contre le mouvement souverainiste. Certains feignent d'ignorer le danger que représente la tentation partitionniste qui travaille la communauté anglophone, alors qu'on sait que cette menace, partie intégrante de la stratégie de dissuasion adoptée par le gouvernement Chrétien, vise justement à neutraliser les forces souverainistes. On n'ose pas trop en parler dans les milieux dirigeants: est-ce par crainte d'éveiller de vieux démons ou de paraître « politically incorrect »?

Robert Comeau
Gordon Lefebvre

NOTES

- (1) Hilaire Belloc, *Pour mieux comprendre l'Angleterre contemporaine*, Desclée De Brouwer.
- (2) Bernard Cassen, « Les contradictions des souverainistes face à l'état fédéral canadien », *Le Monde diplomatique*, janvier 1997, p. 14-15.
- (3) William Johnson, Reactionary tribalism, *The Gazette*, 20 décembre 1996.
- (4) Pierre Vadeboncoeur, « Deux mots sur Gaston Miron », *Nouvelles CSN*, no 340.
- (5) William Johnson, *Anglophobie made in Québec*, Stanké, 1992.
- (6) Josée Legault, *Les nouveaux démons ; chroniques et analyses politiques*, VLB, 1996. « Réponse à William Johnson », *The Gazette*, 19 mai 1992, reproduit en p. 115-119. À lire également: Profession: détracteur (p. 121-122); et « De la mythologie d'un Québec tribal et xénophobe » (p. 129-132).
- (7) William Tetley, Les « accommodants » et les « indomptables », *La Presse*, 13 avril 1991. L'auteur classe parmi les « indomptables » des gens comme Robert Libman, Peter Blaikie, Reed Scowen, et parmi les « accommodants » des gens comme Richard Holden et Robert Keaton.